

PRÉFET DU BAS-RHIN

Direction de la Coordination des Politiques Publiques
et de l'Appui Territorial
Bureau de l'environnement et de l'utilité publique

ARRÊTÉ

du 18 OCT. 2019

mettant en demeure la société BPCE LEASE IMMO, pour ses installations
situées 31 rue de Bayonne à 67 100 STRASBOURG, de respecter
des prescriptions relatives à la protection de l'environnement

Le Préfet de la Zone de Défense et de Sécurité Est
Préfet de la Région Grand Est
Préfet du Bas-Rhin

- VU le code de l'environnement et notamment son article L.171-8.1 ;
- VU l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, y compris lorsqu'ils relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques 1530, 1532, 2662 ou 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, notamment ses annexes II et IV (installations existantes relevant du régime de l'autorisation) ;
- VU l'arrêté préfectoral du 23 avril 2012 portant autorisation d'exploiter, au titre 1^{er} du Livre V du code de l'environnement par la société DARSAL à Strasbourg, pour l'exploitation d'un entrepôt de stockage de matières combustibles, bois, papier, carton, matières plastiques ;
- VU le rapport du 25 septembre 2019 de la visite du 18 septembre 2019 de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Grand Est, chargée de l'inspection des installations classées ;

CONSIDÉRANT que dans ses conclusions du 25 septembre 2019, l'Inspection des installations classées a mis en évidence les non-conformités aux prescriptions des articles, rappelés entre crochets, de l'arrêté préfectoral susvisé, à savoir :

- l'exploitant n'a pas organisé d'exercice de défense contre l'incendie depuis plus de trois ans [point 13 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017] ;
- absence de rapport d'analyse suite à un exercice POI et de mise à jour du document POI [article 7.6.6.2 de l'arrêté préfectoral du 23 avril 2012] ;
- absence d'analyse (annuelle) des eaux pluviales depuis 2012 [article 9.2.3 de l'arrêté préfectoral du 23 avril 2012] ;

CONSIDÉRANT les termes de l'article L 171-8 du Code de l'environnement qui dispose qu' : « *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine.* » ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Bas-Rhin ;

ARRÊTE

Article 1 :

La société BPCE LEASE IMMO, siège social 4 Place de la Couple à Charenton-le-Pont, est mise en demeure de respecter, pour ses installations situées 31 rue de Bayonne à STRASBOURG, dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions suivantes :

- annexe II point 13 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 : « [...] Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt soumis à enregistrement ou à autorisation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. »
- article 7.6.6.2 de l'arrêté préfectoral du 23 avril 2012 : « l'exploitant doit établir un Plan d'Opération Interne (POI) [...] ;

L'exploitant doit élaborer et mettre en œuvre une procédure écrite, et mettre en place les moyens humains et matériels pour garantir la recherche systématique d'amélioration des dispositions du POI, incluant notamment :

➤ *l'analyse des enseignements à tirer de ces exercices et formations[...]* ;

➤ *la mise à jour systématique du POI en fonction de l'usure de son contenu ou des améliorations décidées [...].* »

- article 9.2.3 de l'arrêté préfectoral du 23 avril 2012 : « l'exploitant contrôle périodiquement le bon fonctionnement des décanteurs-déshuileurs, en relation avec l'activité du site et les éventuels incidents. L'exploitant réalise, sur des échantillons représentatifs, les analyses des paramètres suivants aux fréquences indiquées :

Rejet : eaux pluviales

<i>Situation des points de contrôle</i>	<i>Paramètres</i>	<i>Fréquence</i>	<i>Échantillon minimal</i>
<i>Avant rejet au Bassin WEIRICH</i>	<i>Hydrocarbures totaux MEST</i>	<i>Annuelle</i>	<i>Échantillon ponctuel admis</i>
<i>2 points avant rejet au réseau pluvial collectif</i>	<i>Hydrocarbures totaux MEST</i>	<i>Annuelle</i>	<i>Échantillon ponctuel admis</i>

».

Article 2 :

Faute pour l'exploitant de se conformer dans les délais aux dispositions de la présente mise en demeure, il pourra être fait application des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'Environnement.

Article 3 :

Le Secrétaire général de la Préfecture du Bas-Rhin, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (service de l'Inspection des Installations Classées), sont chargés chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société BPCE LEASE IMMO (siège social 4 Place de la Couple à Charenton-le-Pont) par lettre recommandée avec avis de réception.

Une copie du présent arrêté est adressée au maire de la Commune de Strasbourg.

Le Préfet,

Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général



Yves SEGUY

Droits des tiers :

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Délais et voies de recours :

La présente décision peut être déférée devant le Tribunal administratif de Strasbourg (31 Avenue de la Paix – 67 000 Strasbourg) ou sur le site www.telerecours.fr, par le pétitionnaire dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification.